



INTERNATIONAL CENTRE FOR  
TRADE AND SUSTAINABLE  
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

# Passerelles

## Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

22 novembre 2005

Volume 4, Numéro 12

### LIGNE DE FOND..... 1

*Hongkong en perspective : les Membres recalibrent leurs attentes et revoient leurs ambitions pour la conférence à la baisse .....1*

*Agriculture : l'offre européenne de réductions tarifaires sur les produits agricoles a suscité beaucoup de discussions mais n'a pas permis de relancer les négociations agricoles.....3*

### NOUVELLES DE L'OMC ..... 6

*Traitement spécial et différencié : les propositions des PMA au centre des discussions du Comité du commerce et du développement.....6*

*Accès aux marchés pour les produits non agricoles : le président estime que la situation actuelle est mauvaise.....8*

*Produits spéciaux et Mécanisme de sauvegarde spécial : le G33 propose une méthodologie pour les pays en développement.....9*

*ADPIC : les membres restent divisés sur l'amendement relatif à la santé publique.....10*

### SUR LE FIL ..... 12

*Facilitation des échanges : les membres progressent vers un projet de rapport à Hongkong.....12*

*Sur la route de Hong Kong, les pays ACP radicalisent et harmonisent leur position sur le coton.....13*

*CEMAC: Les Ministres du commerce adoptent une démarche commune et optent pour le développement .....15*

*Les États-Unis et la Chine conviennent d'un accord sur les textiles1*

*Règlement des différends: le conflit de la banane à l'ordre du jour à HongKong.....18*

### ÉVÉNEMENTS ..... 19

### PUBLICATIONS..... 20

### LIGNE DE FOND

*Hongkong en perspective : les Membres recalibrent leurs attentes et revoient leurs ambitions pour la conférence à la baisse*

Après avoir admis qu'ils restent trop divisés sur un cadre détaillé, de grande portée, pour les discussions commerciales du Cycle de Doha lors de la Conférence ministérielle de HongKong, du 13 au 18 décembre, les Membres tentent actuellement de déterminer exactement quels éléments pourraient entrer dans un accord qu'ils seraient être en mesure de mener à bien à HongKong.

Le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, a déclaré, le 10 novembre, lors d'une réunion des chefs de délégations : " Il n'y a pas de suffisamment de convergence entre les Membres sur le niveau d'ambition dans les domaines clés des négociations " pour que les présidents des groupes de négociation préparent " des 'modalités complètes', à savoir un texte ayant des chiffres ou des paramètres sur tous les éléments " de l'Ensemble de résultats du juillet 2004 (WT/L/579).

Si l'élaboration de modalités complètes est impossible d'ici HongKong, a poursuivi Lamy, les Membres doivent 'recalibrer' leurs attentes pour le sommet et déterminer ce qu'ils devraient faire pour être en mesure de convenir des modalités complètes peu après. Il les a instamment appelés à donner aux présidents des groupes de négociation du Cycle de Doha une orientation sur les moyens d'élaborer un texte préliminaire à faire adopter par

les ministres à HongKong, un texte qui préparerait le terrain pour passer à des modalités complètes.

Réfléchissant à haute voix sur la forme que pourrait prendre un tel texte, Lamy a déclaré qu'un accord devrait être " une avancée " par rapport à l'Ensemble de résultats de juillet. Il a laissé entendre que les Membres pourraient être en mesure de se mettre d'accord sur " une gamme de chiffres - les paramètres extérieurs " d'un accord, avec " des textes correspondants dans les parties relatives à l'établissement de règles dans les négociations.

Cette déclaration qui traduit un " aveu de raison " fait suite à d'autres positions du même type exprimées par les ministres du commerce des États-Unis, de l'UE et du Brésil ont déclaré la veille, le 9 novembre, qu'il était très peu probable que les Membres de l'OMC soient en mesure de s'accorder sur un cadre détaillé pour la conclusion du Cycle de Doha, à temps pour la Conférence ministérielle de HongKong, en décembre. Ils avaient initialement espéré convenir, à HongKong, de 'modalités complètes' pour les négociations - notamment des valeurs numériques spécifiques et des formules de réduction tarifaire pour les produits agricoles et les produits industriels.

Même si les ministres ont quand même précisé que leur ambition pour le cycle dans l'ensemble n'avaient pas changé, ces différentes déclarations montrent, selon certains diplomates, que les membres ne pourront s'attendre à Hongkong qu'à des " modalités partielles " ainsi qu'à un accord sur une date pour la finalisation des modalités complètes, peut-être lors d'une seconde réunion au niveau ministériel début 2006, que certains ont qualifié de 'HongKong deux'.

#### **'Des modalités partielles', plus facile à dire qu'à faire**

Toutefois, même cela peut s'avérer compliqué. Les délégués laissent entendre qu'ils peuvent avoir des difficultés à rendre irréversibles 'lock in' certaines parties de l'agenda alors que les autres restent indéterminées, de crainte d'arriver, à terme, à des résultats déséquilibrés.

Les délégués signalent, de plus, que dans l'état actuel des choses, aucun rapport sur l'agriculture et sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (NAMA) ne pourrait être rien de plus qu'un réexamen des progrès. Le président du Comité de l'agriculture, l'ambassadeur Crawford Falconer de la Nouvelle-Zélande, a déclaré aux délégués, lors d'une réunion informelle du 11 novembre, qu'il remettrait un projet de rapport pour le Comité des négociations commerciales (CNC). Le rapport ne sera un document négocié ; les Membres décideront de ce qu'ils en feront dans le CNC. Selon Falconer, le rapport ne contiendrait aucun engagement contraignant. Il a déclaré, par la suite, que le document serait plus qu'un simple rapport sur les progrès et qu'il tenterait de montrer aux ministres les domaines dans lesquels des travaux étaient nécessaires à HongKong.

Un négociateur a semblé satisfait de l'approche de Falconer, en déclarant qu'il relevait de son mandat " uniquement de produire un rapport factuel ... pour diriger [les ministres] vers les domaines où ils pourraient fournir une orientation. " De nombreux pays en développement ne souhaitent pas que le président produise un texte qui indique des conclusions, car ils se méfient de ce que ces conclusions pourraient être. Selon les délégués, Falconer aurait mieux fait de ne pas tenter d'imposer de force un accord là où il n'y en a pas.

Concernant le projet de texte de déclaration ministérielle sur l'agriculture, les Membres ont clairement spécifié à Falconer qu'ils ne souhaitent pas, pour le moment, qu'il produise un texte de compromis. En conformité avec leur souhait de mettre en place un processus ascendant 'bottom-up', les délégations sont plutôt en train de développer les éléments d'un projet de texte à lui soumettre. Les observateurs des milieux du commerce s'attendent à ce que Falconer soit cependant chargé de rassembler ces éléments en un projet de texte éventuel.

Selon des sources, le président du NAMA, l'ambassadeur Stefan Johannesson de l'Islande, a indiqué aux négociateurs, durant les consultations de cette semaine, qu'il diffuserait essentiellement

un rapport de situation décrivant les différentes positions adoptées par les Membres dans les discussions. Il pourrait indiquer les domaines où il semble y avoir une convergence ou des divergences, mais ne fournira aucune recommandation sur les moyens d'aplanir les différences.

#### **Lamy se doit de conserver ce qui est déjà sur la table**

Les Membres risquent de perdre les gains limités réalisés jusqu'ici. Les États-Unis ont laissé entendre qu'ils pourraient revenir sur leur offre de réduction des subventions internes aux produits agricoles, si l'UE n'accepte pas de procéder à des abaissements plus conséquents de ses tarifs agricoles. L'UE a, quant à elle, déclaré qu'elle n'envisagerait de le faire que si elle voyait un accès aux marchés élargi pour les biens industriels et les services, de la part des pays en développement du G-20 qui, en retour, insistent qu'ils ne feront rien de la sorte tant que l'UE n'aura pas fait d'offre plus substantielle en matière d'accès aux marchés pour les produits agricoles.

Sans nommer aucun pays, Lamy a fait allusion à toutes ces positions, durant la réunion du 10 novembre. Il a déclaré aux Membres que si tout ce qui est sur la table de négociation " disparaît, vous aurez tous un problème. Vous avez tous certainement intérêt à préserver ce qui a été réalisé jusqu'ici. " Il a appelé les Membres à " tenter de conserver, autant que possible, ce qui a été réalisé depuis juillet 2004 " dans un accord de HongKong, en les invitant instamment à prendre en compte simultanément l'agriculture, le NAMA et les services, afin de mieux apprécier comment des concessions croisées " *trade-offs* " entre les trois pourraient fonctionner.

#### **En prévision d'un projet de texte pour HongKong**

Lamy a évoqué la possibilité d'un accord '*early harvest*' - de résultats rapides - à HongKong, sur le traitement S&D en faveur des PMA. Tout engagement qui en résulte serait mis en œuvre préalablement à la date limite des autres obligations au titre du Cycle de Doha. En

spécifiant qu'un " ensemble d'aide pour le commerce d'ici la conclusion du Cycle " aiderait à traduire matérialiser son potentiel de développement, Lamy a déclaré que les Membres auraient également à prendre en compte d'autres aspects du mandat, tels que le coton, l'érosion des préférences et les problèmes rencontrés par les petites économies.

Un négociateur s'est dit convaincu qu'au moins quelques avancées avant HongKong seraient nécessaires pour que les Membres fassent plus que simplement prendre note des progrès réalisés jusqu'ici dans les discussions. Ceci n'est pas impossible, a déclaré les ministres, car les ministres du Brésil, de l'Inde, des États-Unis et de l'UE cherchaient à mener des discussions informelles durant les semaines à venir, de même que leurs homologues du Groupe africain.

---

Agriculture : l'offre européenne de réductions tarifaires sur les produits agricoles a suscité beaucoup de discussions mais n'a pas permis de relancer les négociations agricoles

En réponse aux fortes pressions exercées par nombre de ses grands partenaires commerciaux, l'UE a présenté, le 28 octobre, une proposition plus conséquente de réduction de ses tarifs agricoles - en échange de concessions spécifiques, de grande portée, dans pratiquement tous les domaines des négociations du Cycle de Doha.

Dans leurs réactions préliminaires, nombre de gouvernements et de diplomates des milieux du commerce ont reproché à ce qui a été qualifié de " dernière offre de l'Europe " par le commissaire européen au commerce, Peter Mandelson, d'offrir des gains insuffisants dans l'accès aux marchés pour les produits agricoles tout en faisant des demandes peu réalistes dans d'autres domaines des discussions. Mandelson est également confronté à des réticences au sein de l'UE, les plus fortes

émanant de la France, visant à entraver toute avancée supplémentaire sur l'agriculture.

Après des réunions informelles, le 31 octobre, le président du Comité de l'agriculture de l'OMC, l'ambassadeur Crawford Falconer de la Nouvelle-Zélande a déclaré que, bien qu'étant un " véritable effort " pour faire redémarrer les discussions, la proposition de l'UE n'avait pas réussi à aplanir les divergences entre les Membres sur l'accès aux marchés pour les produits agricoles.

Mandelson a soutenu que l'offre de " compromis " de l'UE entraînerait une réduction de 46% du tarif agricole moyen européen, bien que selon les États-Unis, le chiffre réel serait plus proche de 39%. Les États-Unis, le Brésil et l'Australie ont reproché aux nombreuses dispositions de l'ensemble tarifaire proposé de protéger plusieurs produits différents contre le plein impact de la hausse de la concurrence étrangère.

En plus d'abaissements importants sur les produits industriels dans les pays en développement, l'UE exige des cibles quantitatives et qualitatives obligatoires pour les pays qui libéralisent leurs secteurs des services - ce qui va à l'encontre des règles de l'OMC sur les services, au titre desquelles les Membres ouvrent leurs marchés des services à la concurrence étrangère par l'intermédiaire de demandes et d'offres d'accès aux marchés. L'UE recherche également l'extension de la protection au titre des indications géographiques, actuellement disponibles uniquement pour des vins et spiritueux tels que le Champagne, à tous les produits alimentaires. De plus, le document européen semble poser comme principe le traitement spécial et différencié en faveur de plusieurs classes différentes de pays en développement non PMA, ce qui n'a jamais été convenu à l'OMC et qui semble tabou pour nombre des Membres de l'OMC. Concernant les préoccupations en matière de développement, l'UE exhorte tous les pays riches Membres de l'OMC à convenir, lors de la Conférence ministérielle de HongKong, en décembre, d'octroyer un accès en franchises de droits et sans contingents à toutes les exportations des PMA.

## **Les abaissements européens toujours plus faibles que ceux du G-20**

L'UE classerait les importations agricoles des pays développés en quatre étages, sur la base de leurs niveaux tarifaires : inférieurs à 30%, de 30 à 60%, de 60 à 90% et supérieurs à 90%. Les tarifs dans la fourchette la plus basse seraient réduits de 20 à 45%, avec une moyenne de 35% pour tous les produits dans cet étage. Les tarifs sur les produits dans les trois autres étages seraient réduits de 45, 50 et 60%, respectivement. Ceci est supérieur à l'abaissement de 50% que l'UE avait préalablement proposé pour les tarifs supérieurs à 90%.

La proposition est bien moins ambitieuse que la proposition du G-20, qui déclencherait plus tôt les réductions en pourcentage plus conséquentes, parce que les étages sont fixés à des niveaux bas. Par exemple, dans la proposition du G-20, les pays développés imposeraient un abaissement de 75% sur les tarifs supérieurs à 75%. Pour leur part, les États-Unis préfèrent un abaissement encore plus conséquent de près de 90% pour les tarifs supérieurs à 60%. Un document de l'UE énonce que la réduction de 75% à elle seule " aurait des effets très désastreux sur l'accès préférentiel et sur les moyens d'existence ruraux en Europe et ailleurs. "

Pour les pays en développement, l'UE adopte les mêmes seuils tarifaires que le G-20 : inférieurs à 30%, 30-80%, 80-130% et supérieurs à 130%. L'UE propose des réductions tarifaires d'environ deux tiers de celles des fourchettes correspondantes pour les pays en développés, c'est-à-dire 25% (avec des abaissements allant de 10 à 40%), 30%, 35% et 40% respectivement.

## **L'UE souhaite plusieurs types de flexibilités dans l'agriculture**

En plus de la gamme d'abaissement tarifaires prévus dans l'étage tarifaire le plus bas - une sorte de 'pivot' qui avait auparavant suscité la colère des États-Unis et du Brésil - l'UE recherche plusieurs autres flexibilités dans la mise en œuvre des engagements en matière de réduction tarifaire.

De manière plus significative, l'UE cherche à désigner environ 8% de tous les produits comme 'sensibles' et donc éligibles pour des abaissements tarifaires plus faibles que ceux requis par la formule. Ceci viserait près de 170 des 2.200 et quelques produits spécifiques de l'UE, ou lignes tarifaires. L'UE laisserait les abaissements tarifaires sur de tels produits dévier d'un à deux tiers du niveau requis dans la fourchette applicable.

Pour rehausser l'accès aux marchés pour ces produits sensibles, bien que d'un niveau moindre que cela se serait autrement produit - l'UE prévoit l'expansion des contingents tarifaires pour le commerce de ces produits. Elle propose un mécanisme au moyen duquel des écarts plus conséquents de l'abaissement tarifaire normal entraîneraient l'expansion accrue des contingents tarifaires. Toutefois, l'importance de l'expansion tarifaire diminuerait de fait pour les produits des fourchettes tarifaire supérieures - l'UE soutient que ceci est dû au fait la part la plus importante de l'expansion de l'accès aux marchés viendrait toujours des réductions tarifaires.

A titre comparatif, le G-20 aimerait voir les pays développés limiter leurs produits sensibles à 1% des lignes tarifaires (1,5% pour les pays en développement), avec des écarts de pas plus de 30% par rapport à l'abaissement tarifaire normal. Il interdirait également aux pays développés de créer de nouveaux contingents tarifaires, une option que l'UE cherche à conserver.

De plus, l'UE souhaite maintenir sa capacité à recourir à la Sauvegarde spéciale de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture pour être en mesure d'imposer des droits supérieurs aux niveaux tarifaires consolidés sur le bœuf, la volaille, le beurre, les fruits, les légumes et le sucre, en cas de brusques poussées des importations.

#### **Subventions internes et concurrence à l'exportation**

Dans sa proposition, l'UE se dit disposée à procéder à un abaissement de 70% de son montant plafond pour l'ensemble du soutien agricole ayant des effets de distorsion des échanges (ainsi que sur les subventions au titre de la catégorie ambre),

qu'elle accepterait des États-Unis un abaissement de 60% et que le Japon pourrait entrer dans une ou l'autre des deux fourchettes. L'UE appelle également les pays développés à réduire de 80% le niveau 'de minimis' de 5% existant de subventions ayant des effets de distorsion des échanges exemptées et de convenir de règles pour garantir que les versements au titre de la catégorie bleue ont moins d'effets de distorsion des échanges. L'UE cherche à limiter la capacité des États-Unis à transférer ses versements contracycliques dans la catégorie bleue.

**Mandelson a reconnu que les réductions de subventions de l'UE ne feraient pas plus que rendre irréversible - 'lock in' - pour l'UE la réforme de 2003 de sa Politique agricole commune.**

L'accès aux marchés proposé par l'UE est également subordonné à un accord entre les Membres pour s'orienter vers l'aide alimentaire uniquement monétaire non liée (c'est-à-dire non liée à des achats auprès d'un pays particulier), une démarche qui vise essentiellement les États-Unis ; et mettre en place de nouvelles disciplines régissant les entreprises commerciales étatiques, ce qui est dirigé vers l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande.

Concernant le coton, l'UE souhaite qu'à Hongkong, les Membres s'accordent sur des engagements visant à " surmonter " les effets ayant des effets de distorsion des échanges dans les politiques des pays riches, ainsi que sur des " dates et des modalités pour [leur] mise en œuvre rapide. "

#### **En se tournant vers l'avenir**

Les Membres clés restent profondément divisés. Selon le Brésil, la proposition de réductions tarifaires sur le commerce des produits agricoles avancée par l'UE est trop faible, alors que ses exigences sur les biens industriels et les services sont trop élevées.

On ne sait pas très bien si Mandelson serait en mesure de faire une offre plus conséquente sur l'accès aux marchés pour les produits agricoles avant HongKong sans s'attirer la colère franche de certains Etats Membres de l'UE. De plus, une offre

faite durant la Conférence ministérielle elle-même, risquerait de ne pas être évaluée pleinement, car les Membres pourraient simplement ne pas disposer de suffisamment de temps pour le faire, et conviendraient plutôt de poursuivre les négociations à une date ultérieure. Ceci ne mènerait pas le Cycle de Doha aux deux tiers du chemin, à HongKong, en conformité avec la feuille de route énoncée par le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy.

## NOUVELLES DE L'OMC

### Traitement spécial et différencié : les propositions des PMA au centre des discussions du Comité du commerce et du développement

Le président Faizel Ismail a déclaré, lors d'une réunion formelle de la Session spéciale du Comité du commerce et du développement de l'OMC, que les Membres " n'avaient pas réalisé de progrès considérables " en vue d'un texte de consensus sur le commerce et le développement pour la Conférence ministérielle de HongKong. Les délégués, lors de la réunion, se sont également concentrés sur 5 propositions avancées par le groupe des pays les moins avancés (PMA). Le consensus sur les 5 propositions est resté évasif dans des consultations informelles récentes et les Membres ont décidé de continuer de négocier sur ces propositions tout en préparant, dans le même temps le texte d'une déclaration que les ministres pourraient adopter à HongKong.

Depuis mai 2005, la Session spéciale du Comité du commerce et du développement se concentre sur des propositions des PMA et du Groupe africain qui visent à rehausser le traitement spécial et différencié (S&D) accordé aux pays en développement par des Accords de l'OMC spécifiques, en conformité avec le paragraphe 44 de la Déclaration de Doha. Ce faisant, les Membres ont effectivement choisi d'écarter explicitement une discussion explicite sur des questions transversales telles que l'éligibilité pour bénéficier

du traitement spécial et différencié, en dépit des points de vue contraires de certains Membres. Les négociations sur les propositions du Groupe africain ont été temporairement interrompues, les diplomates du commerce estimant qu'il est impossible d'arriver à un accord sur ces propositions avant HongKong.

### Les positions doivent être flexibles, déclare le président

Ismail a déclaré, lors de la réunion, que les consultations n'avaient révélé aucune avancée vers un langage de consensus pour les 5 propositions des PMA axées sur des accords particuliers. Il a averti que si les Membres ne faisaient pas preuve de plus de flexibilité dans leurs positions, leurs travaux sur les propositions ne mèneraient à aucun résultat, et pourraient même compromettre les progrès déjà réalisés.

Les PMA ont mis l'accent, à maintes reprises, sur l'importance que revêtaient les 5 propositions. L'Ouganda a, le 27 octobre, fait un plaidoyer fort pour l'action, en demandant pourquoi les PMA devaient se rendre à HongKong s'il y avait peu de chances de les voir bénéficier d'un meilleur accès aux marchés pour leurs produits. Pour la Zambie, c'est en raison du " manque de volonté des autres Membres pour le renforcement des dispositions en matière de traitement spécial et différencié " que les perspectives d'accord sur les propositions sont peu encourageantes. Un délégué rend les États-Unis responsables de l'impasse actuelle, en déclarant que ce pays avait effectivement bloqué les efforts déployés par les PMA pour garantir un langage contraignant et pleinement opérationnel dans les amendements.

Ismail a présenté, lors d'une réunion informelle de la Session spéciale du Comité du commerce et du développement, le 2 novembre, le texte révisé des 5 propositions des PMA. Bien que le langage légèrement révisé ait été présenté lors d'une réunion d'information des ambassadeurs, le lendemain, la réunion du 14 novembre a, une fois de plus, reçu la version du 2 novembre, qui semble être la base à partir de laquelle les négociations se dérouleront.

### **Trois voies pour HongKong**

Ismail a dit au Membres, le 14 novembre, que la Session spéciale du Comité du commerce et du développement se devait de préparer le texte de la Déclaration ministérielle de HongKong et a proposé trois options pour tenter de le faire. Les Membres pourraient simplement poursuivre leurs négociations sur les 5 propositions, dans l'espoir de s'accorder sur le langage de ces propositions ; en second lieu, ils pourraient arrêter les négociations sur les propositions pour travailler plutôt sur le texte de la déclaration ; ou en troisième lieu, ils pourraient faire les deux.

Les Membres ont décidé de suivre la troisième option. Ceci s'est heurté aux objections de plusieurs pays latino-américains, qui ont fait valoir que poursuivre jusqu'ici des négociations peu fructueuses sur les propositions des PMA n'avait aucun sens et que l'inclusion des versions actuelles des propositions entre grands crochets (pour indiquer qu'elles n'avaient pas été convenues) au texte de la déclaration serait la meilleure approche à adopter.

Le président a suggéré que le projet de texte de déclaration ministérielle pourrait reposer sur le langage de l'Ensemble de résultats de juillet 2004 sur la même question. Ceci pourrait être inclus dans le corps d'une Déclaration de HongKong éventuelle, alors que tout texte convenu pour les propositions axées sur des accords particuliers seraient inclus dans une annexe.

La Suisse et d'autres pays ont déclaré qu'un nouveau texte reflétant les progrès réalisés dans les négociations devrait être rédigé pour la déclaration elle-même. Ils ont également souligné que les Membres devaient rester ouverts à d'autres options pour le texte de HongKong, par exemple un accord sur les propositions des PMA qui pourraient être inclus dans leur totalité dans l'annexe. Plusieurs pays en développement ont toutefois fait valoir que toute annexe éventuelle pour les propositions devrait être fondée sur le texte d'Ismail du 2 novembre.

Le 16 novembre Ismail a présenté aux délégués, au cours de consultations informelles, un projet de texte de quatre paragraphes. Reconnaisant que des progrès ont été réalisés sur les 5 propositions axées sur des accords particuliers, le texte appelait les Membres à intensifier les travaux sur ces propositions. Le projet de texte notait également que les Membres devaient débattre de questions en suspens telles que le point de savoir s'il fallait surveiller le fonctionnement des dispositions en matière de traitement spécial et différencié, et comme procéder. Certains délégués ont émis des réserves sur la question si l'on pouvait qualifier les négociations de " progrès ". Au cours de la réunion, plusieurs délégations ont déclaré que les Membres devraient revoir leurs attentes à la baisse en ce qui concerne les négociations sur le S&D, mais selon d'autres, en raison des contraintes de temps, ils devaient être réalistes à propos de ce qu'ils pourraient accomplir.

### **Les cinq propositions**

Les consultations récentes menées sur les 5 propositions des PMA se sont concentrées sur la Proposition 36 qui, dans la version du 2 novembre, déclare que " les pays développés Membres devront, et les pays en développement Membres qui se déclarent en position de le faire devraient, fournir un accès aux marchés en franchise de droits et sans contingents aux produits originaires des PMA " de manière stable et prévisible. Les PMA font valoir qu'il devrait être spécifié, dans le texte, que cet accès est contraignant est applicable à tous les produits et à tous les PMA. Les pays développés plaident toutefois en faveur de l'exclusion de ces termes plus contraignants. La version du 3 novembre du texte des propositions incluait effectivement ces termes entre grands crochets, mais le texte présenté aux Membres omettait ces passages. Ceci a incité certains PMA à faire part de leur confusion en ce qui concerne le processus de négociation et à demander que les passages omis soient de nouveau inclus.

La Proposition 23 exigerait du Conseil général qu'il prenne une décision, dans un délai de 60 jours, sur les demandes de dérogation de certaines obligations au titre de l'OMC, émanant de



Membres non PMA, pour permettre à ces pays de prendre des mesures exclusivement en faveur des PMA. La version du 2 novembre conserve, toutefois, une stipulation selon laquelle les Membres doivent prendre ces décisions tout en "tenant compte des intérêts des autres pays en développement Membres afin de ne pas les affecter." Des sources laissent entendre que les pays latino-américains ont plaidé en faveur de l'inclusion de cette phrase pour garantir que les futures dérogations en faveur des PMA ne reproduisent pas l'expérience commerciale de la banane. Certains producteurs latino-américains estiment avoir pâti de la dérogation accordée à l'UE qui permet à l'Union de maintenir des préférences commerciales pour les bananes en provenance des pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique).

Concernant la proposition 84, qui recherche pour les PMA des exemptions aux obligations découlant de l'Accord sur les mesures concernant l'investissement et touchant au commerce (MIC), le texte du président autoriserait les PMA à conserver ou à introduire des mesures qui sont incompatibles avec l'Accord sur la base des procédures de notification et d'exemption temporaires. Ceci penche en faveur de l'approche préférée par les pays développés, au lieu de la dérogation générale que les PMA avaient recherchée.

Selon la Proposition 88, les PMA ne "seront" (shall) tenus de contracter des obligations ou des engagements "que dans une mesure compatible avec leurs besoins particuliers de développement, financiers ou commerciaux, ou leurs capacités administratives et institutionnelles." Elle permet aux PMA qui, pour ces raisons, se trouvent dans l'incapacité de se conformer aux obligations de porter la question devant le Conseil général pour un examen et une action appropriée. Toutefois, les États-Unis se sont préoccupés de savoir ce que pourrait impliquer l'engagement contraignant "seront" (*shall*).

La Proposition 38 invite vivement les donateurs, les agences multilatérales et les institutions

financières internationales à coordonner leurs travaux afin de "garantir que les PMA ne sont pas soumis à des conditionnalités sur les prêts, les subventions et l'aide publique au développement, qui soient incompatibles avec leurs droits et leurs obligations aux fins des Accords de l'OMC." Elle bénéficie d'un large appui des Membres de l'OMC.

Les Membres ont convenu de poursuivre les négociations sur ces 5 propositions, en gardant à l'esprit la déclaration du Conseil général selon laquelle les questions de commerce et de développement telles que le S&D constituent un domaine qui pourrait mener éventuellement à un accord rapide "early harvest" à HongKong.

---

#### Accès aux marchés pour les produits non agricoles : le président estime que la situation actuelle est mauvaise

Les négociations de l'OMC sur les tarifs industriels sont en passe de "devenir plus confuses" et "ont cruellement besoin d'apports politiques", a déclaré le président du Groupe de négociation de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, l'ambassadeur Stefan Johannesson, de l'Islande, lors d'une réunion informelle du Groupe de négociation, le 8 novembre. Rendant compte des consultations qu'ils ont menées récemment avec les délégués, le président a déclaré qu'il y avait peu de convergence sur les coefficients à associer à la formule de réduction tarifaire ou sur les flexibilités à accorder aux pays en développement, lorsqu'ils procèdent à des abaissements tarifaires. Il a déclaré que les Membres n'avaient même pas été en mesure de convenir des produits devant être ciblés par les disciplines NAMA - les produits halieutiques, par exemple, sont actuellement considérés comme des produits agricoles.

"J'ai une mauvaise impression générale en ce qui concerne l'état actuel des choses dans les négociations NAMA", a déclaré Johannesson, tout en avertissant les Membres qu'il ne serait pas en mesure de proposer un projet de texte de déclaration ministérielle pour la Conférence



ministérielle de HongKong s'ils ne résolvaient pas certaines de leurs divergences. " Je ne produis pas de textes sur des éléments sur lesquels je ne vois pas une certaine convergence. C'est réellement une approche ascendante. Vous devez me donner quelque chose sur quoi travailler, autrement, le processus est voué à l'échec. "

L'Afrique du sud a présenté une déclaration (TN/MA/W/65) au nom d'un certain nombre de pays dont l'Argentine, l'Inde, la Chine, l'Egypte, le Pakistan et l'Indonésie, pour dénoncer la tentative de certains Membres de lier les flexibilités accordées aux pays en développement par le paragraphe 8 du mandat au titre du NAMA, contenu dans l'annexe B de l'Ensemble de résultats de juillet 2004 (WT/L/579), à la structure de la formule de réduction tarifaire.

Le paragraphe 8 permet aux pays en développement de choisir entre réduire les tarifs sur certains produits à des niveaux inférieurs à ceux requis par la formule, en exemptant totalement un plus petit nombre de tout abaissement fondé sur la formule, ou laisser certaines lignes tarifaires non consolidées, dans certaines conditions. Les défenseurs du document ont déclaré que leurs prescriptions minimales pour ces flexibilités 'autonomes' étaient les chiffres fournis dans les grands crochets de l'Ensemble de résultats de juillet, à savoir des abaisssements inférieurs à des abaisssements fondés sur la formule pour 10% des lignes tarifaires, ou ne pas appliquer la formule pour 5% des lignes tarifaires.

Les États-Unis et l'UE, entre autres, ont fait valoir que les pays en développement devaient généralement avoir à renoncer à ces flexibilités en échange d'une formule plus souple. En attribuant aux pays en développement un coefficient plus élevé, on leur permet de conserver des tarifs élevés après avoir procédé aux abaisssements requis par la formule. Il y a eu peu de temps pour une discussion lors de la réunion du 8 novembre, mais la Norvège est intervenue, en se disant convaincue que tous les paragraphes de l'Ensemble de résultats de juillet étaient liés.

La Barbade a présenté un document informel au nom de plusieurs pays, en suggérant entendre que tous les Membres dont le commerce des marchandises comptait pour moins de 0,090% du commerce global ne devraient pas être tenus d'appliquer la formule de réduction tarifaire. Ils devraient plutôt être autorisés à procéder à un abaissement moyen de 15%, avec des réductions minimales de 10% pour chaque ligne tarifaire.

---

### Produits spéciaux et Mécanisme de sauvegarde spécial : le G33 propose une méthodologie pour les pays en développement

Les 40 et quelques membres du G-33 de l'OMC ont présenté une méthodologie pour un 'mécanisme de sauvegarde spéciale' (MSS), tel que prévu dans l'Ensemble de résultats de juillet 2004 (WTO/L/579), qui permettrait aux pays en développement de mettre rapidement en place des niveaux élevés de tarifs pour se protéger contre de brusques poussées des importations ou un effondrement des prix à l'importation. Contrairement à la 'sauvegarde spéciale' existante, aux fins de l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture de l'OMC, qui ne peut être utilisé que par une minorité de pays pour un nombre restreint de produits, tous les pays en développement auraient recours au MSS.

Le MSS modifierait l'Accord de l'OMC sur l'agriculture pour permettre aux pays en développement d'imposer des droits supérieurs au niveau plafond consolidé sur les importations de produits agricoles, au cas où les volumes des importations dépasseraient leur moyenne de trois ans, ou si les prix à l'importations chutent au-dessous de leur niveau moyen pour les trois années précédant l'année au cours de laquelle le droit est imposé. Les dispositions relatives aux sauvegardes liées aux prix à l'importation comprennent un élément que les isole de la dépréciation récente des taux monétaires intérieurs du pays importateur, qui pourrait autrement renchérir artificiellement les

importations, au-dessus du niveau de prix qui 'déclencherait' les droits additionnels.

Les droits additionnels imposés aux fins du MSS durerait au plus 12 mois. Le G-33 expose les dispositions relatives à quatre étages pour la hausse des niveaux des importations, la taille de chaque étage devant être négociée. Alors qu'ils ne seraient pas autorisés à appliquer des droits additionnels pour l'étage qui comprend une hausse des importations juste supérieure au niveau moyen, les pays Membres importateurs auraient le droit d'imposer des droits de sauvegarde progressivement plus élevés pour contrer les brusques poussées des importations entrant dans les trois étages supérieurs. Ces droits additionnels seraient plafonnés pour chaque étage, soit en tant que chiffre fixe de points de pourcentage, soit comme un certain pourcentage du droit consolidé pour le produit visé.

Afin de clarifier le statut des produits en route vers les pays importateurs, sur la base de contrats établis avant que le volume déclencheur ne soit dépassé - une source de grande confusion, récemment, durant l'application, par l'UE, de contingents sur certaines exportations textiles chinoises - la proposition spécifie que de telles expéditions seraient exemptées des droits additionnels, mais qu'elles compteraient pour le volume seuil et pour le niveau de prix de l'année suivante. Les mesures de sauvegarde imposées en réponse à une baisse du prix à l'importation d'un produit seraient appliquées d'une des deux façons suivantes : sur une base propre à chaque expédition, où le montant spécifique des droits additionnels n'excéderait pas l'écart entre le prix à l'importation de chaque expédition et de ce que cela aurait coûté au niveau du prix déclencheur ; ou sur base 'ad valorem' en pourcentage qui ne serait pas supérieure au montant nécessaire pour compenser l'écart entre le prix à l'importation et le niveau déclencheur.

Le G-33 laisse entendre que les brusques poussées d'importations de produits périssables ou saisonniers pourraient être indemnisées et compensées en prenant en considération des

périodes de référence plus courtes que la période normale de trois ans. La proposition stipule qu'à des fins de transparence, les pays en développement auraient à notifier au Comité de l'agriculture toute mesure prise au titre du MSS, " autant à l'avance que possible et dans tous les cas, dans un délai de 30 jours à compter de la mise en œuvre d'une telle mesure. "

---

### ADPIC : les membres restent divisés sur l'amendement relatif à la santé publique

Les Membres de l'OMC restent divisés sur les moyens d'amender formellement l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) afin de faciliter l'exportation de médicaments produits sous licence obligatoire. Il n'y a pas eu de discussions de fond sur la question durant la réunion du Conseil des ADPIC, les 25-26 octobre. Les Membres, dont les positions restent essentiellement inchangées depuis la dernière réunion de juin, se sont concentrés sur les questions liées au processus. Le président, l'ambassadeur Hyuck de la Corée, a suspendu la session du Conseil des ADPIC du 26 octobre. Le Conseil doit se réunir de nouveau le 28 octobre, date à laquelle les Membres débattront de la relation entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la diversité biologique et les connaissances traditionnelles.

La 'Décision du 30 août 2003' du Conseil général énonçait les conditions dans lesquelles les pays n'ayant pas de capacité de fabrication dans le secteur pharmaceutique peuvent importer des versions génériques de médicaments encore protégés par un brevet. La Décision exempte temporairement les Membres de leurs obligations aux fins des articles 31(f) et (h) de l'Accord ADPIC en les autorisant à exporter des produits pharmaceutiques fabriqués sous licence obligatoire, bien que sous réserve d'un grand nombre de conditions dans le pays tant exportateur qu'importateur. Cette dérogation que stipule la Décision restera en vigueur tant que l'accord sur les ADPIC n'est pas amendé de façon permanente.

L'adoption de la Décision a été accompagnée d'une déclaration du président du Conseil général ('Déclaration du président') garantissant qu'elle ne serait pas utilisée de manière abusive, par exemple pour détourner des médicaments à bas prix vers les marchés des pays développés.

Les Membres ont manqué plusieurs dates limites pour se mettre d'accord sur un amendement permanent, la plus récente étant mars 2005. Les pays divergent sur la teneur de l'amendement éventuel ainsi que sur le point de savoir s'il devrait prendre la forme d'une note de bas de page, d'une annexe ou d'un changement dans le corps du texte de l'Accord. De plus, les pays en développement et les pays développés sont largement en désaccord sur le statut juridique de la déclaration du président. Depuis décembre 2004, les discussions ont été axées sur la proposition d'amendement permanent du Groupe africain (IP/C/W/437), qui incorporerait une version modifiée de la dérogation de la Décision du 30 août dans le corps de l'Accord sur les ADPIC, en omettant la déclaration du président.

Le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, exhorte les Membres à résoudre la question à temps pour la Conférence ministérielle de HongKong, en décembre.

#### **Les pays toujours divergents sur l'amendement**

Des sources rapportent qu'au cours de ces dernières semaines, Hyuck a présidé des réunions informelles entre l'UE, les États-Unis et le Groupe africain, pour débattre des moyens de transformer la dérogation en amendement permanent. Lors de la session Conseil des ADPIC du 25 octobre, des pays, dont la Suisse et la Malaisie, ont fait part de leur soutien au processus trilatéral et se sont dits disposés à y contribuer, si et quand le président le jugeait nécessaire. Le Brésil, l'Inde et l'Argentine se sont toutefois opposés au rôle central de ces consultations dans les discussions sur l'amendement aux ADPIC, en faisant valoir qu'elles n'étaient ni représentatives, ni nécessaires. Leurs délégués ont soutenus que tous les pays qui s'intéressent à la question - y compris les leurs -

devraient être en mesure de participer à un processus consultatif qui implique le président.

Les discussions sur la teneur de la dérogation se sont faits l'écho, dans une large mesure, des réunions antérieures. Les délégués signalent que plusieurs pays en développement, dont l'Argentine, le Brésil et les Philippines, ont fait part de leur soutien à la proposition du Groupe africain - la seule proposition formelle pour l'amendement de l'Accord sur les ADPIC actuellement sur la table de négociation - comme base de discussion.

#### **La dérogation reste non utilisée**

Au cours de la session du Conseil des ADPIC, l'UE et la Corée ont indiqué que leur législation pour la mise en œuvre de la dérogation devrait être prête avant HongKong. La Chine a également commencé à élaborer des lois qui lui permettraient d'exporter des médicaments produits sous licence obligatoire. La Canada, la Norvège et l'Inde ont déjà une législation en place pour produire et exporter des médicaments éligibles. Toutefois, dans les deux années qui ont suivi l'adoption de la dérogation, pas un seul pays n'y a eu recours pour importer des médicaments à bas prix. Les activistes de la santé au sein de la société civile ont fait part de leurs doutes sérieux concernant la valeur pratique de la Décision du 30 août, en faisant valoir qu'en raison des procédures lourdes et des pressions politiques, elle risque de ne jamais être utilisée.

#### **Amendement : le rôle de la déclaration du président toujours contesté**

Un version préliminaire, de juillet, d'un 'non document' de l'UE sur l'Accord sur les ADPIC, qui n'a pas été formellement présenté à l'OMC, soutient qu'il existe une " relation juridique " entre la déclaration du président et la Décision du 30 août. Elle appelle le président du Conseil général à réitérer la déclaration du président lorsque les Membres seront en voie d'adopter l'amendement. Le document soutient également que cette déclaration " fournit un accord partagé accepté par tous les Membres et un contexte pour l'interprétation " de la Décision du 30 août et que

cet 'accord partagé' devrait être confirmé au moment de l'adoption de l'amendement.

Cette approche aurait suscité la colère de certains pays en développement Membres, qui soutiennent qu'elle confère de manière inappropriée une autorité juridique à la déclaration du président. Ces pays craignent qu'en acceptant une telle proposition, on court le risque de voir la déclaration du président servir en partie de base pour l'interprétation ultérieure de l'Accord sur les ADPIC.

Selon certains observateurs dans les milieux du commerce, l'UE serait peut-être en train d'exercer de fortes pressions en vue d'un accord sur l'amendement relatif aux ADPIC, pour tenter de détourner l'attention des critiques qui lui ont été adressées concernant le fait qu'elle entrave les progrès dans les négociations sur l'agriculture. Durant la réunion formelle du 25 octobre, le Brésil et la Malaisie ont rappelé aux Membres que l'amendement des ADPIC ne faisait pas partie de l'engagement unique du Cycle de Doha et qu'il n'était donc pas nécessaire de l'approuver à HongKong. Ils ont exhorté les Membres à se concentrer sur la teneur et la qualité de l'amendement, plutôt que sur la vitesse à laquelle elle fait l'objet d'un accord.

## SUR LE FIL

### Facilitation des échanges : les membres progressent vers un projet de rapport à Hongkong

Le Groupe de négociation de la facilitation des échanges de l'OMC s'est réuni, les 24 et 25 octobre, dans le but, essentiellement, de préparer son rapport pour la Conférence ministérielle de HongKong, en décembre, ainsi que sa contribution à la première version préliminaire de la déclaration que les ministres y adopteront éventuellement. Les Membres ont très largement convenu que le rapport devait faire mention des progrès réalisés dans les discussions et de la participation active

d'un large spectre de pays, mais ont été en désaccord sur le point de savoir s'il devait faire référence, de manière explicite, au l'ouverture de négociations basées sur le texte.

### L'Inde appelle à un mécanisme d'échange de renseignements douaniers

Les discussions sur le rapport ont été précédées de la présentation de trois communications par l'Inde, l'Egypte et les États-Unis.

Développant un document antérieur (TN/TF/W/57) émanant de l'Inde et des États-Unis, l'Inde a appelé à la mise en place d'un mécanisme multilatéral pour faciliter l'échange de renseignements entre les autorités douanières des Membres de l'OMC dans les cas où les gouvernements ont des raisons de douter de la véracité des renseignements fournis par les exportateurs ou les importateurs (TN/TF/W/68). Les autorités douanières pourraient échanger des renseignements spécifiques sur l'évaluation en douane, la classification SH, la description, la quantité ou l'origine des marchandises en cause. Le mécanisme faciliterait également la fourniture de documents pertinents pour les procédures d'investigation ou judiciaires. La proposition prévoit que le mécanisme de coopération pour le respect des réglementations douanières sera facilité par un organe approprié à l'OMC.

L'Egypte (TN/TF/W/69) a attiré l'attention sur ses réussites dans la réforme des procédures douanières et dans la lutte contre la corruption. Le document égyptien faisait référence à l'initiative menée depuis 2 ans pour moderniser et informatiser les infrastructures et les processus douaniers, qui avait réduit de six mois à quelques heures le délai de dédouanement des expéditions à l'importation. Le document montrait comment l'Egypte avait rationalisé les procédures de dédouanement et de mainlevée des marchandises et introduit un système qui accélérerait les procédures pour les importateurs ayant de bons antécédents.

La communication américaine s'est concentré sur la croissance de l'assistance technique liée au commerce, en soulignant que la fourniture d'aide

dans ce domaine par les États-Unis avait doublé, passant de 504 millions à 1,3 milliards de dollars, au profit de plus de 101 pays à travers le monde, et que les subventions pour la facilitation des échanges représentaient le pan le plus vaste et qui enregistrait la croissance la plus rapide dans l'assistance technique liée au commerce que ce pays fournit.

### **Les Membres divergent sur la référence aux négociations fondées sur des textes**

Les délégués auraient été unanimes pour convenir du fait que le rapport du groupe à la Conférence ministérielle de HongKong devait inclure une référence aux progrès réalisés dans les discussions sur la facilitation des échanges. Selon un diplomate à l'OMC, ils ont également largement convenu que la compilation par le Secrétariat, des propositions de facilitation des échanges émanant des Membres (TN/TF/W/43/Rev.3) devrait rester ouvertement à des ajouts et ne pas constituer une liste 'finale' des options proposées. Le projet de rapport doit faire référence à ce document.

Il est également probable que le projet de rapport contienne un langage qui servira de base à un texte à prendre en considération pour les négociations. Les Membres étaient toutefois divisés sur le point de savoir si le projet de rapport devait faire directement référence à l'ouverture de négociations fondées sur des textes. L'Inde et les Philippines souhaiteraient une référence implicite, plutôt qu'explicite.

Alors que certains Membres souhaitent que des négociations sur la facilitation des échanges fondées démarrent sous peu, en ciblant les trois premiers mois de 2006 comme date d'ouverture, d'autres étaient favorable à un démarrage en 2006, mais sans qu'aucune date concrète ne soit fixée, à ce stade. Certains estiment qu'il est encore prématuré de demander des négociations fondées sur des textes.

Se faisant l'écho des points de vue exprimés par la plupart des délégations des pays en développement, un négociateur a souligné l'importance de l'assistance technique dans le projet

de rapport, ainsi que l'équilibre entre les engagements des Membres et leur capacité à les mettre en œuvre. Le délégué a indiqué qu'il était probable que le rapport comprenne, sur l'assistance technique, un langage similaire à celui du mandat sur la facilitation des échanges, dans l'Ensemble de résultats de juillet 2004 (WT/L/579), qui était notable en raison du lien sans précédent qu'il établissait entre l'obligation faite aux Membres de mettre en œuvre les engagements, et la fourniture fructueuse d'assistance technique pour les aider à le faire. Le défi clé serait d'inclure un langage sur les moyens de rendre opérationnelle une telle assistance technique.

---

### **Sur la route de Hong Kong, les pays ACP radicalisent et harmonisent leur position sur le coton**

Des pays ACP producteurs de coton se sont réunis du 2 au 4 novembre dernier à Lomé, au Togo, pour se pencher sur les problèmes de la filière en perspective de la 6ème conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra à Hong Kong du 13 au 18 décembre. A l'OMC, les pays africains ont réitéré leur proposition d'élimination des subventions suivant un calendrier précis et de mise en place d'un fonds d'urgence.

En dépit des déclarations d'intention des pays du Nord, de l'engagement des pays membres de l'OMC dans l'accord-cadre de juillet de traiter le coton de manière " spécifique, ambitieuse et rapide " et la victoire du Brésil sur les Etats-Unis, le dossier coton ne connaît encore aucune avancée qui pourrait faire espérer une solution à Hongkong. C'est pourquoi les pays ACP producteurs, avec à leur tête ceux du C4 (Bénin, Mali, Burkina Faso et Tchad), ont pris la mesure de tous les enjeux et ont décidé de négocier en rangs serrés pour que leurs préoccupations ne soient pas sacrifiées sur l'autel des jeux d'intérêts entre les pays développés et les grands pays en développement membres de l'OMC.



C'est en effet suite au constat selon lequel les propositions qui ont été faites depuis le mois d'avril 05, n'ont connu aucune avancée que ces pays ont jugé nécessaire de réagir avant d'aller à Hong Kong. Le 1er août 2004, l'OMC avait promis de traiter cette question du coton de manière " ambitieuse, rapide et spécifique ". Un an après, force est de constater que ce traitement n'est ni spécifique - le coton semble être dilué dans les négociations agricoles - , ni rapide - il n'y a à ce jour aucun engagement chiffré et daté pour une élimination des subventions sur le coton -, ni ambitieux - la demande de mise en place d'un fonds d'urgence entre autres n'a connu aucune réponse satisfaisante.

Le 19 avril 2005, le groupe Africain à l'OMC a introduit une communication au niveau du sous-comité du coton sur les modalités de mise en œuvre des demandes contenues dans l'initiative sectorielle en faveur du coton. Et la date butoir pour l'élimination de toutes formes de subventions à l'exportation était le 1er juillet 2005 et pour les soutiens internes le 21 septembre. Ces propositions sont restées sans suite.

C'est au vu de toutes ces contraintes que les pays ACP se sont concertés pour dresser une stratégie commune pouvant faire avancer le dossier. Des propositions antérieures ont ainsi été réitérées. Elles tournent principalement autour de 3 (trois) points essentiels : d'abord l'accès des pays ACP au marché pour le commerce international du coton ; ensuite l'élimination des soutiens interne et des subventions à l'exportation des pays du nord, enfin mettre sur pied un fonds d'urgence d'appui à la production cotonnière.

Cette proposition a été formellement réitérée lors de la réunion du Sous-comité coton le 18 Novembre dernier. Ces propositions portent sur les points suivants :

" L'élimination totale des subventions sur le coton d'ici au 31 décembre 2005 "

" La réduction substantielle des soutiens internes qui causent des préjudices graves au commerce du coton selon le calendrier de mise en œuvre ci-après: réduction de 80% des subventions d'ici au

31 décembre 2006 ; 10% supplémentaire de réduction pour le 1er janvier 2008 et les 10% restants pour le 1er janvier 2009.

" L'élaboration des disciplines interdisant la conversion des soutiens non autorisés en soutiens autorisés, et de mettre en place des moyens de contrôle y afférents

" La mise en place d'un Fonds d'urgence pour faire face aux déficits liés à la baisse des prix du coton sur le marché international

" La mobilisation de l'assistance technique et financière pour le développement de la filière cotonnière en Afrique.

S'agissant de l'accès au marché, les pays ACP demande une amélioration de l'accès ce qui donnera la possibilité aux producteurs ainsi qu'aux exportateurs de bien se positionner sur le marché international. Cela mènera vers une meilleure représentativité et une base consolidée des produits bruts du coton. Et pour ce qui est des produits dérivés du coton, les pays ACP demandent un accès libre et sans contingent.

Les soutiens internes et les subventions à l'exportation ont aussi fait l'objet d'une attention particulière au cours de cette rencontre de Lomé. En effet cette question est l'une des plus controversée, elle est au cœur de tous les désaccords. Elle constitue l'exemple type de relations commerciales inégales. Les subventions des pays du nord menacent l'unique "gagne pain" de millions de personnes dans les pays du Sud. Aussi le coton africain n'est plus rentable face à ses concurrents subventionnés, bien qu'il soit de haute qualité et produits à des coûts inférieurs de moitié. Dès lors la survie de la filière coton dans les pays ACP est menacée, d'où l'urgence d'une solution sur les subventions et les pays ACP comptent ressortir cette solution au cours de cette 6ème conférence de Hong Kong. Et les décisions qui devraient être prises doivent porter sur d'abord un calendrier de réduction accélérée des subventions et leur élimination d'ici une date fixe ensuite une indemnité financière pour compenser les pertes de revenus des PMA. Mais il faut préciser que ces propositions ont été faites depuis la fin du mois d'avril 2003. Et justement depuis, les choses



semblent stagner. Et les subventions continuent de causer un préjudice inestimable aux producteurs des pays ACP. La demande de compensation des pertes subies apparaît donc comme des plus pertinentes.

Les pays ACP ne demandent pas de cadeaux, ils veulent juste que les principes de libre concurrence, de loyauté et d'échanges équitables soient respectés et l'OMC ne peut pas fermer les yeux sur une telle situation. Il n'y aura pas d'échappatoire à Hongkong. L'OMC devra se prononcer et se pencher avec beaucoup de rigueur la question. Et c'est comme un cri de cœur que ces pays ACP ont lancé. Dans l'espoir aussi que toutes les parties ne resteront pas cantonner sur leurs positions afin d'éviter le spectre de Cancun.

L'enseignement qu'ont peut tirer de cette rencontre de Lomé c'est que les pays ACP ont compris qu'ils ont tout à gagner dans l'harmonisation de leurs positions de négociation sur le coton mais aussi sur tous les autres sujets qui seront soulevés au cours de cette conférence.

---

### CEMAC: Les Ministres du commerce adoptent une démarche commune et optent pour le développement

Du 02 au 03 novembre s'est tenue au Palais des Congrès de Yaoundé au Cameroun, une rencontre des pays de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC), en vue de la définition d'une position commune sur les différentes questions qui feront l'objet de négociation lors de la prochaine Conférence Ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce qui se tiendra à Hong Kong du 13 au 18 décembre 2005. La rencontre des Ministres en charge du Commerce qui a eu lieu le 03 novembre était précédée par des réunions des experts qui ont formulé des recommandations de positions à adopter par les Ministres. Etaient présents à cette rencontre, en plus des experts locaux et des négociateurs accrédités à Genève, les Ministres en charge du commerce du Cameroun, du Congo, de

RCA de Guinée Equatoriale, un représentant de l'Union Africaine, le Secrétaire Exécutif de la CEMAC. Lors de la cérémonie d'ouverture de ces travaux, le Ministre du Commerce du Cameroun, pays hôte, a formulé de vœu que les recommandations des experts intègrent quatre dimensions qui permettraient de prendre en charge la dimension développement des négociations en cours. Notamment :

- la nécessité du renforcement des capacités de négociation et de formulation des règles commerciales de la CEMAC,
- la prise en compte dans la position, de la nécessité du renforcement des capacités d'ajustement des coûts de mise en œuvre des règles commerciales internationales, notamment en ce qui concerne les pertes fiscales et des emplois,
- la prise en compte dans la position, des préoccupations de renforcement des capacités d'offre des pays de la sous région
- la prise en compte dans la position, de la nécessité du renforcement des capacités d'échanger dans le respect des normes internationales.

### Les recommandations adoptées par les Ministres de la CEMAC.

Les experts ont travaillé sur trois thèmes : Commerce et développement, Commerce des biens, Facilitation des échanges et commerce des services. Au terme de leurs travaux les recommandations formulées ont été lues amandées et adoptées par les Ministres. Concernant la cohérence des positions dans les différents processus de négociations commerciales en cours, les Ministres reconnaissent l'urgence que les acteurs politiques de haut niveau de la sous région jouent un rôle important et proactif dans les processus en cours. Dans ce sens les Ministres estiment qu'il est hautement souhaitable que mandat soit donné par les Chefs d'Etat à la CEMAC et la CEEAC pour coordonner les négociations commerciales à l'OMC et des APE pour les pays de la sous région. Concernant la prise en compte de la dimension développement dans les négociations commerciales multilatérales, les Ministres déplorent l'érosion continue des préférences commerciales dont bénéficiaient les pays de la CEMAC et demandent :

- La mise en place d'un système de compensation afin d'en atténuer des effets néfastes.
- Une plus grande flexibilité politique dans les règles de l'OMC afin de permettre aux Etats de mettre en œuvre leurs propres stratégies de développement.
- La finalisation au plus tard lors de la conférence de Hong Kong, d'une initiative d'aide au commerce conformément à la discussion du comité de développement de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International de septembre 2005. Une telle initiative devrait permettre de renforcer les capacités relatives aux reformes complémentaires et aux investissements nécessaires pour faire face aux coûts d'ajustement notamment en ce qui concerne les contraintes d'offre, les pertes de recettes fiscales et d'emplois.

**1 - Une réforme institutionnelle dans le cadre des Accords de Partenariat Économiques (APE), afin :**

- \* De faciliter l'accès au Fonds européen de Développement, et la mise à la disposition des Etats en temps voulu des informations fiables et détaillées sur les apports d'aide;
- \* D'assurer des fonds supplémentaires pour l'aide au commerce européen au niveau le plus pertinent (national et régional). Plus précisément, assurer que les APE, en cas d'accord, prévoient bien une compensation suffisante des manques à gagner dus à l'élimination des tarifs douaniers :
- \* D'assurer la disponibilité d'une aide accrue pour promouvoir la production nationale d'une part et, d'autre part, la compétitivité et la diversification de l'offre d'exportation. Cette aide devrait être accompagnée par des mécanismes souples d'accès et de décaissement des fonds.
- \* De développer un mécanisme de surveillance des APE avec des indicateurs pro-développement adaptés au contexte spécifique de la région, notamment dans le cadre de l'accès au marché, de la flexibilité dans les échanges et de l'aide au développement. Concernant le commerce des biens (les produits agricoles et produits non agricoles), les Ministres ont exprimé des intérêts offensifs et défensifs. Les intérêts offensifs sont relatifs à :

**2 - l'accès aux marchés où les ministres demandent:**

- \* L'élimination sans réciprocité, des barrières tarifaires et non tarifaires dans les pays développés
- \* La réduction de la progressivité des droits de douanes
- \* L'établissement d'un fonds de compensation pour l'érosion des préférences
- \* Le soutien interne où les Ministres demandent:
- \* La réduction des soutiens internes dans les pays développés en particulier pour les produits suivants : le sucre, le tabac, la banane, le coton, le maïs, les fruits et légumes
- \* Prévoir un fonds de compensation en faveur des pays en développement producteurs.

**3 - La concurrence à l'exportation des produits agricoles où les Ministres demandent:**

- \* L'élimination des subventions à l'exportation et la création d'un fond de compensation pour les pays importateurs nets de produits alimentaires
- \* L'élimination de toutes formes de subvention au coton

**4- L'accès au marché des produits non agricoles où les Ministres demandent:**

- \* La possibilité de protéger certains produits ou secteurs industriels, notamment les industries naissantes concurrencées par les importations
- \* La mise en place d'un mécanisme de compensation des pertes de recettes douanières
- \* Des règles d'origines plus simples et plus libérales dans le cadre du système commercial multilatéral. Les intérêts défensifs de la sous régions CEMAC relatifs à l'agriculture à l'OMC exprimé par les Ministres consistent à:
  - Identifier les produits spéciaux et sensibles
  - Identifier les conditions pour faciliter l'usage d'un mécanisme de sauvegarde spécial
  - Garder l'espace pour utiliser les subventions dans la région dans le futur

**Les Ministres ont également adopté des positions sur d'autres questions relatives au commerce des services.** Notamment :

- L'intégration du Traitement Spécial et Différencié (TSD) dans certaines dispositions de l'article XXIV

du GATT, pour accorder des concessions non réciproques aux PED et PMA.

- La réalisation d'une étude préalable avant toute position sur la formule de réduction des tarifs, afin d'éclairer les pays de régions sur l'impact de celle-ci sur leurs économies.

Concernant l'initiative sur le coton, les Etats membres de la CEMAC soutiennent les pays co-auteurs de l'initiative sectorielle en faveur du coton et demandent que le coton soit traité de manière ambitieuse, rapide et spécifique comme il a été décidé par le Conseil Général de l'OMC à la session de la fin du mois de juillet 2004.

Concernant le verdict de l'organe de règlement des différends de l'OMC sur la banane, les Ministres ont exprimé leur vive préoccupation et exprimé leur solidarité aux pays producteurs. Ils ont demandé que le processus d'érosion des préférences par rapport à la banane africaine soit stoppé, et que l'OMC veille à ce que les préférences soient maintenues.

Concernant la facilitation des échanges et le commerce des services, les Ministres, face à l'insuffisance des informations sur ces questions, ont adopté que le Cameroun puisse formuler une position pertinente prenant en compte les intérêts des pays de la sous région. Les travaux ont été sanctionnés par une déclaration finale et rendez-vous a été pris pour la rencontre de l'Union africaine prévue pour la fin novembre. Le Ministre du Cameroun a souhaité que les pays de la CEMAC restent fermes et soudés avant, pendant et après Hong Kong.

Sources : Notes Enda, Rapport SAILD

---

### Les États-Unis et la Chine conviennent d'un accord sur les textiles

Le représentant américain pour le commerce extérieur, Rob Portman et le ministre chinois du commerce, Bo Xilai, ont, le 8 novembre, signé un pacte qui imposera des contingents pour les

exportations de textiles et de vêtements chinois vers les États-Unis, jusqu'en fin 2008. L'accord, qui entrera en vigueur le 1er janvier 2006, est l'aboutissement de plusieurs cycles de négociations, sur une période de 5 mois, finalement conclus la semaine dernière, à Washington.

Les États-Unis imposent déjà des limites sur 19 types de produits textiles et vestimentaires chinois au titre de la 'clause de sauvegarde en matière de textiles' qui fait partie des conditions d'accession de la Chine à l'OMC. La clause permet aux pays de limiter la croissance annuelle des importations de textiles et de vêtements chinois à 7,5%, s'il est constaté qu'elles désorganisent les marchés. Le nouvel accord vise 34 catégories de produits, dont les 19 actuellement soumis à des contingents à titre de sauvegarde. De plus, les États-Unis ont réussi à conserver le droit de recourir au mécanisme de sauvegarde pour les catégories de textiles et de vêtements non visés par l'Accord, tant qu'ils font " preuve de retenue " pour ce faire.

Portman a déclaré que l'accord prendrait en compte les préoccupations des détaillants, des consommateurs et des producteurs des deux pays en instaurant la prévisibilité sur le marché et en évitant ainsi la désorganisation qui peut être entraînée par des contingents à titre de sauvegarde de sauvegarde unilatéraux. " Cet accord est un bon exemple qui montre qu'à travers le travail acharné et la bonne foi, on peut trouver des solutions constructives à des questions commerciales difficiles ", a-t-il déclaré.

L'accord limite la croissance des exportations de vêtements chinoises à 10% en 2006, 12,5% en 2007 et 15% en 2008, bien que les limites d'importation varient pour différents types de vêtements. Pour les produits textiles, les taux sont de 12,5% en 2006 et 2007 et de 16% en 2008. Les États-Unis avaient initialement demandé des limites à 7,5% pour la durée de l'accord. Pour les 19 produits concernés par la protection à titre sauvegarde, la croissance des importations autorisée en 2006 est de fait, plus faible que la hausse de 7,5% qui aurait été autorisée si les sauvegardes avaient été renouvelées, alors que

pour 2007, le niveau est à peu près le même et qu'il est légèrement plus élevé pour 2008.

L'accord prévoit d'éviter les dépassements de quantum- une source de grande confusion durant l'imposition récente, par l'UE, de limites sur certaines exportations de textiles chinoises - en donnant aux détaillants américains deux mois pour préparer les nouveaux contingents.

" Les travailleurs du secteur manufacturier américain des textiles et de l'habillement et leurs communautés sont les grands gagnants aujourd'hui ", a déclaré Auggie Tantillo, directeur exécutif d'AMTAC (*American Trade Action Coalition*), un lobby de fabricants américains. Les détaillants américains et les producteurs chinois ont salué les incidences positives probables de l'accord sur les travailleurs, en accueillant favorablement la prévisibilité que l'accord apporterait aux exportations de textiles et de vêtements chinois, d'une valeur de 18 milliards de dollars et plus, vers les États-Unis.

Toutefois, le fait que les nouvelles limites expirent à la même période que la clause de sauvegarde, en 2008, envoie des signaux d'alarme, depuis 3 ans, en ce qui concerne les coûts d'ajustement aux États-Unis, et éventuellement à travers le monde. " Ceci ne résout pas le problème, mais repousse tout simplement le danger au-delà de la Chine, " a déclaré Cass Johnson, président du groupe industriel textile américain du *National Council of textile Organisations*.

Tantillo a déclaré aux journalistes que les exportateurs de textiles américains et d'autres pays " se rejoignent " sur la question, dans les discussions commerciales du Cycle de Doha, en cours à l'OMC. L'industrie du textile et de l'habillement relève des disciplines de l'OMC sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, depuis le 1er janvier 2005, date d'expiration des contingents commerciaux dans le secteur.

Certains producteurs de textiles aux États-Unis et ailleurs envisagent de faire pression sur leurs

gouvernements pour rechercher un traitement sectoriel " à part " pour le commerce des textiles et de l'habillement afin de les exclure des négociations NAMA, lors de la Conférence ministérielle de HongKong, en décembre. Toutefois, l'approche sectorielle qu'ils recherchent soumettrait les textiles et l'habillement à des abaissements tarifaires plus faibles que ceux requis par la formule de réduction tarifaire éventuelle. Ceci serait précisément le contraire des initiatives tarifaires sectorielles telles qu'elles sont généralement perçues dans les discussions, qui recherchent la libéralisation rapide des produits visés.

---

### Règlement des différends: le conflit de la banane à l'ordre du jour à HongKong

Le Honduras a demandé l'inscription du différend sur la banane qui l'oppose à l'UE, à l'ordre du jour de la Conférence ministérielle de l'OMC, du 13 au 18 décembre, à HongKong.

Après que le régime européen d'importation de la banane ait été jugé incompatible avec l'OMC, en 2001, les Membres ont, lors de la Conférence ministérielle de Doha, accordé à l'UE une dérogation (dite 'dérogation de Cotonou') pour qu'elle continue d'accorder un accès préférentiel aux exportations ACP (pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) de banane - à la condition que son passage à un régime uniquement tarifaire, d'ici le 1er janvier 2006, maintienne un accès aux marchés total pour les producteurs latino-américains NPF (nation la plus favorisée). La dérogation spécifiait que les exportateurs de banane NPF pourraient demander un arbitrage s'ils n'étaient pas satisfaits des tarifs proposés par l'UE pour remplacer le système contingentaire. Les arbitres de l'OMC ont déjà rejeté deux propositions européennes de tarifs de 230 et par la suite 187 euros par tonne.

L'article XXVIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) permet à un Membre de l'OMC de modifier ses engagements



(comme l'UE projette de le faire avec la banane - à la condition qu'il négocie avec les Membres qui ont un 'intérêt substantiel' dans cette modification. Alors qu'elle négocie sur son futur régime d'importation de la banane avec d'autres fournisseurs NPF tels que la Colombie, le Costa Rica, l'Equateur et le Panama, l'UE n'en a pas fait de même avec le Guatemala et le Honduras. Elle ne reconnaît pas l'intérêt substantiel de ces derniers pays dans la question, même s'ils étaient parties au différend et à l'arbitrage et fournisseurs NPF. Le Honduras et le Guatemala souhaitent prendre part à toute négociation pour arriver à un tarif approprié pour la banane.

La pratique à l'OMC est d'utiliser 10% de la part de marché du pays importateur comme ligne directrice pour déterminer l'intérêt substantiel. Ce benchmark est toutefois d'une valeur contestable pour les pays ayant de petites économies. Le secteur de la banane représente 11.000 emplois et 200 millions de dollars US de revenu pour le Honduras, qui a un revenu par tête d'habitant de seulement 704 dollars US, alors qu'au Guatemala, ce secteur est le premier employeur et produit une des trois principales exportations du pays. La définition de l'intérêt substantiel a donc des implications systémiques.

D'autres fournisseurs NPF, dont le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, l'Equateur, le Nicaragua et le Panama ont soutenu le Honduras et le Guatemala dans les discussions sur le sujet, au Conseil général.

Dans le même temps, la réunion du 10 novembre du Conseil du commerce des marchandises a décidé de différer jusqu'à mars 2006 la demande de prorogation de la dérogation de Cotonou, émanant de l'UE. Le président du Conseil du commerce des marchandises, l'ambassadeur Vesa Tapani Himanen, de la Finlande, a déclaré que les Membres l'avaient informé qu'ils étaient toujours en train d'étudier le record rapport d'arbitrage tarifaire.

La question de la banane pourrait prendre une nouvelle signification à HongKong. En 2001, les

pays ACP avaient refusé de convenir de l'ouverture des discussions commerciales du Cycle de Doha tant que les ministres n'auraient pas approuvé la dérogation de Cotonou.

## EVÉNEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>

### EVÉNEMENTS À L'OMC

**28 - 29 Novembre**, OMC, Genève, comité pour le commerce et le développement

**28 - 30 Novembre**, OMC, Genève, Groupe de négociation sur les règles

**28 Décembre**, OMC, organe de règlement des différents

**1 - 2 Décembre**, OMC, Genève, Conseil général

**10 - 17 Décembre**, Hong Kong, Chine, 6ème conférence ministérielle de l'OMC. [www.wto.org](http://www.wto.org)

### EVENEMENTS AILLEURS

**12 Décembre 2005** : Journée de réflexion - Cotton Day - organisée à Hong Kong, à la veille de la Conférence ministérielle autour du thème suivant : "L'Initiative sectorielle sur le coton à l'OMC : Qu'attendre de la conférence ministérielle de Hong Kong ? ". Elle sera organisée par le Centre International pour le Commerce et le Développement Durable (ICTSD), Enda Tiers Monde, l'Association Cotonnière Africaine (ACA), l'Association des Producteurs de coton Africains

(APROCA), IDEAS Centre et la Mission Permanente du Bénin à Genève. Pour plus d'informations, merci de contacter El Hadji Diouf : [ediouf@ictsd.ch](mailto:ediouf@ictsd.ch)

**1 - 3 Décembre**, Lomé, Togo, Réunion des ministres des cultures et des finances de l'UEMOA sur les politiques et stratégies régionales à mettre en œuvre pour le soutien et le financement des industries de cultures. [www.uemoa.int](http://www.uemoa.int)

**1 - 31 Décembre**, Montréal, Canada, Deuxième réunion du groupe de travail sur les êtres protégés  
Contacts : CBD Secretariat;  
Tel: +1-514-288-2220; fax: +1-514-288-6588;  
e-mail: [secretariat@biodiv.org](mailto:secretariat@biodiv.org)  
Internet: <http://www.biodiv.org>

**1 - 6 Décembre**, Abuja, Nigeria, Deuxième sommet de la jeunesse africaine sur le VIH Sida.  
Contact: The African Youth Summit on HIV/AIDS Secretariat Telephone: +234-80-35221402, +08034533123 Fax: +234-9-4132418/9  
Email: [africayouths@yahoo.com](mailto:africayouths@yahoo.com)

**2 - 3 Décembre**, Berlin, Allemagne, Berlin 2005, conférence sur la dimension humaine du changement global de l'environnement.  
Contact: Anna Schreyögg Conference Manager  
Email: [Bc2005@zedat.fu-berlin.de](mailto:Bc2005@zedat.fu-berlin.de)  
<http://www.fu-berlin.de/ffu/akumwelt/bc2005/>

**06 - 08 Décembre**, Dakar, Sénégal, Atelier bilan sur la phase pilote avec tous les acteurs et les organisations de promotion de l'artisanat de production filière aluminium dans les pays de l'espace UEMOA.

**5 - 7 décembre**, Mont réal, Canada, Quatrième sommet des maires sur les changements climatique  
Contact: ICLEI, Montreal Summit Secretariat  
Telephone: 1-416-392-1390 Fax: 1-416-392-1478  
Email: [Montreal.summit@iclei.org](mailto:Montreal.summit@iclei.org)  
Web Site: <http://www.iclei.org/montrealsummit>

**5 - 7 Décembre**, Genève, Suisse, 5ème réunion de l'UNECE des groupes de travail sur l'eau et la santé

Contact: UNECE Téléphone: 41-22-917-2373 Fax: 41-22-917-0107  
Email: [water.convention@unece.org](mailto:water.convention@unece.org)

**6 - 9 Décembre**, Québec, Canada, Un monde de solutions  
Contact: Camil Lagacé Téléphone: (514) 523-5624  
Email: [Camil.Lagace@SineNomine.ca](mailto:Camil.Lagace@SineNomine.ca)  
<http://www.montreal2005.gc.ca/default.asp?lang=En&n=FB2D5778-1>

**12 - 16 Décembre**, Dakar, Sénégal, 17 ème réunion des parties au protocole de Montréal.  
Contact: Ozone Secretariat. Telephone: 254-2-62-3850 Fax: 254-2-62-3601  
Email: [ozoneinfo@unep.org](mailto:ozoneinfo@unep.org)  
Web Site: <http://www.unep.org/ozone>

**12 - 18 Décembre**, Hong Kong, Chine, Assistance technique et logistique aux pays francophones dans le cadre de la préparation de la conférence de HONG Kong.  
Contact: [chekou.oussouman@francophonie.org](mailto:chekou.oussouman@francophonie.org)

**14 - 16 Décembre**, Bruxelles, Belgique, Euromarket forum 2005 : "mobiliser les ressources financières pour les pays en développement.  
Contact: [www.espace-economique-francophonie.com/e/prog.fr](http://www.espace-economique-francophonie.com/e/prog.fr)

## PUBLICATIONS

### En français

**"Négociations Commerciales Internationales et réductions de la Pauvreté : Le livre blanc sur le coton"**, 12 auteurs sur 160 pages, est la première synthèse de 4 années de travail sur les négociations en Afrique et à l'OMC autour du dossier coton. Préfacé par le Président du Mali, Amadou Toumani Touré. Le lancement du livre aura lieu à Genève le 28 Novembre 2005.

Après un bref retour sur l'essence du dossier coton, ce livre jette un regard sur les coulisses de quatre années de négociations, en vue de mieux comprendre les motivations cachées et les raisons objectives qui incitent les différents protagonistes à



pousser ou repousser la recherche de solutions idoines à cette requête africaine. Il examine aussi, placidement et sans compassion, les stratégies et les alliances passées pour mieux revenir sur leurs limites à l'approche de la Conférence ministérielle de Hong Kong. Mais surtout ce livre tente d'interroger la cohérence des politiques commerciales et de développement des pays du Nord et du Sud, afin de poser des questions vraies. Au demeurant, si ces questions ne sont pas neuves, leur résolution ne semble pas acquise, notamment pour des millions de paysans au Sud.

Blanchard, O., Cavard D., Criqui P. **"Négociation internationale sur le climat : conserver les normes du régime Rio-Kyoto"**. LIVE Congrès annuel de l'AFSE, Association française de science économique, Paris, 15-16 septembre 2005

Beat Bürgenmeier, **Économie du développement durable**, Fourni par De Boeck Université. Dans quelle mesure la science économique peut-elle contribuer au développement durable ? Cet ouvrage répond à cette question, en abordant successivement les théories du marché efficient, de l'économie de l'environnement et de l'économie écologique, tout en insistant sur une combinaison optimale de plusieurs instruments issus du raisonnement économique.

CNUCED, **Rapport sur le commerce et le développement** (TDR), Le rapport sur le commerce analyse les tendances économiques et les principales questions d'orientation présentant un intérêt international et formule des suggestions pour traiter ces questions à différents niveaux. Septembre 2005. [www.unctad.org](http://www.unctad.org)

CNUCED, **Rapport sur l'investissement dans le monde 2005**, Le Rapport 2005 présente l'évolution récente des flux d'IED et analyse la nouvelle tendance des sociétés transnationales à internationaliser leurs activités de R-D. Il met en lumière les éléments qui alimentent cette tendance et ses conséquences, en particulier dans les pays en développement, ainsi que la nécessité pour les gouvernements d'adopter des politiques actives et cohérentes pour en tirer le plus de bénéfices

possibles pour le développement. Le Rapport contient une annexe statistique disponible également sur CD-Rom. Septembre 2005. [www.unctad.org](http://www.unctad.org)

Diaz, Liliana. - **Entre justesse et justice : les ONG dans les politiques du régime de la biodiversité**. - Ecologie politique <P 8° 5791>. - (2005) n°30, p.113-124. - Analyse des différentes formes à travers lesquelles les ONG, impliquées dans la défense de la biodiversité, abordent leur participation dans la prise des décisions politiques. Examen des différentes approches à partir de l'analyse de trois ONG : approche scientifique pour l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) ;procédurale pour le Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD) ; justicière pour le Centre Europe-Tiers Monde (CETIM).

FMI, **Perspectives de l'économie mondiale - Développement institutionnel** - septembre 2005 Publié deux fois par an, ce rapport présente l'analyse menée par l'équipe d'économistes du Fonds Monétaire International sur la situation économique mondiale et les perspectives pour 2006.

Garcia San José, Daniel. - **La protection de l'environnement et la Convention européenne des droits de l'Homme**/ Conseil de l'Europe, 2005.

ME DE WASHINGTON, **La responsabilité civile du fait des produits défectueux aux Etats-Unis** - Editeur : UBIFRANCE Cette étude présente les caractéristiques essentielles du régime juridique, expose les particularités des mécanismes de prévention et livre les différents modes de couverture des risques engendrés par un produit défectueux (souscription d'un contrat d'assurance, auto-assurance).

OMC, **Statistiques du commerce international 2005**, Ce rapport contient des statistiques détaillées, comparables et à jour sur le commerce des marchandises et des services permettant d'évaluer les courants d'échanges mondiaux par pays, par région et par grands groupes de produits

ou catégories de services. Voir le communiqué de presse pour les faits marquants ainsi que des explications. [www.wto.int](http://www.wto.int)

UEMOA, *le rapport sur la convergence des économies de la zone Franc, L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans les principales agglomérations de sept États membres de l'UEMOA* (Principaux résultats de l'enquête 1-2-3 de 2001-2002 réalisée par les Instituts nationaux de statistique des Etats membres avec l'appui technique d'AFRISTAT et de DIAL et sur financement de l'Union européenne) Rapport d'enquête sur l'emploi & Rapport d'enquête sur le secteur informel

UEMOA, *Étude sur l'enseignement supérieur dans les pays de l'UEMOA*.  
[www.uemoa.int/publication](http://www.uemoa.int/publication)

UEMOA, *Brochure de l'UEMOA sur le coton à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)* (Commission de l'UEMOA, février 2004).  
[www.uemoa.int/publication](http://www.uemoa.int/publication)

## En Anglais

Macrory, Richard ; Turner, Sharon. - *Participatory rights, transboundary environmental governance and EC law. - Common Market Law Review* - (2002-06) vol.39 n°3

OMC, *World Trade Review*, C'est une revue indépendante examinée par des pairs qui aborde des questions d'ordre commercial des points de vue économique, politique et interdisciplinaire. Cette publication est une initiative conjointe du Secrétariat de l'OMC et de Cambridge University Press. [www.wto.int](http://www.wto.int)

OMC, *Key Issues in WTO Dispute Settlement - The First Ten Years*, Analyses et rapports spéciaux, Rédigé sous la direction de Rufus Yerxa et Bruce Wilson.

Questions clés dans le domaine du règlement des différends constitue une analyse unique, par des professionnels du Secrétariat de l'OMC et des experts de l'extérieur, du fonctionnement et de

l'évolution du système de règlement des différends de l'OMC durant les dix premières années de l'OMC. Chaque chapitre repose sur l'expérience personnelle, pratique ou théorique, que son auteur a du système. Aussi l'ouvrage devrait-il être d'une lecture instructive, et même passionnante, pour les lecteurs qui désirent en savoir plus sur la manière dont celui-ci fonctionne dans la pratique depuis 1995. Octobre 2005 Version française attendue au printemps 2006

Co-publié avec Cambridge University Press.  
[www.wto.org](http://www.wto.org)

OMC, *Multilateral Solutions to the Erosion of Non-Reciprocal Preferences in NAMA*, This paper analyzes the risks of preference erosion arising from MFN trade liberalization in manufactured products. It focuses on developing countries that receive non-reciprocal preferences in the markets of United States, EU, Japan, Canada and Australia. The paper estimates preference margins as the difference between non-reciprocal preferential rates received by individual countries and the best available (MFN or better-than-MFN) treatment received on average by all other suppliers. Most previous work on this subject has compared the preferential rates for individual countries with MFN rates alone, which the paper found to have the effect of over-stating the margin at risk from erosion following MFN reductions. The paper also considers the effect of less than full utilization of preference margins by beneficiaries, but a lack of data prevented the inclusion of this additional moderating factor relating to erosion risk. [www.wto.int](http://www.wto.int)

ONU, Departement of economic and social affairs, *World Economic and Social Survey 2005 Financing for development*. Provides a comprehensive review of the wide-ranging challenges addressed in the Monterrey Consensus of the International Conference on Financing for Development. The conclusion is that although gains have been made in some areas, an immediate and substantial scaling up of effort is needed, especially in the poorest countries.

UNCTAD, *Trade and environment review*, La publication est divisée en trois chapitres: des articles de fond; des commentaires de spécialistes sur ces articles ; un aperçu des recherches intergouvernementales récentes et des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités de la CNUCED dans les domaines du commerce, de l'environnement et du développement Elle est disponible, en ligne, dans son texte intégral à l'adresse [http://www.unctad.org/trade\\_env/TER](http://www.unctad.org/trade_env/TER)

**The Millennium Development Goals. - Development** (Roma)- (2005-03) vol. 48 n°1,- Numéro spécial. - Bibliogr. - Dossier consacré aux objectifs du Millénaire et aux obstacles rencontrés pour atteindre les buts fixés. L'accent est mis sur les programmes concernant la réduction de la pauvreté, les systèmes de santé et la lutte contre le sida. La gouvernance dans un monde globalisé plus équitable, les diverses économies du développement et les combats de divers acteurs au niveau local et global sont également abordés.

Retrouvez les informations sur les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD <http://www.ictsd.org/africodev/PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE> © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Responsables de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)

Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE ([dieye3@hotmail.com](mailto:dieye3@hotmail.com)), El Hadji Abdourahmane DIOUF ([ediouf@ictsd.ch](mailto:ediouf@ictsd.ch)) Bathie Ciss ([cissbathietc@yahoo.fr](mailto:cissbathietc@yahoo.fr)) et Josiane Ramos ([jramos@ictsd.ch](mailto:jramos@ictsd.ch)).

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) . Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe

Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) . Dans la ligne « Objet », écrivez simplement : unsubscribe